



## Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Joëlle URBANI

## **Environnement - Conditions générales de collecte des déchets d'activités économiques assimilables aux déchets ménagers - Redevance Spéciale - Évolution de fonctionnement - Abrogation de la délibération n°12651 du 27 novembre 2014 - Approbation**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2004, la compétence collecte des déchets était transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole. Dans ce cadre, la Métropole a adopté par délibération n°M2022-55 du 22 mars 2022 une politique Zéro Déchet ambitieuse, qu'elle entend développer aujourd'hui sur son territoire, qui vise à :

- Inciter les ménages et les professionnels à réduire les quantités et la nocivité des déchets qu'ils produisent ;
- Optimiser sur l'ensemble du territoire les services rendus aux usagers dans le souci constant d'améliorer la qualité du service et de renforcer les performances du tri sélectif des déchets recyclables et des biodéchets ;
- Développer les équipements de tri et de traitement des déchets permettant une valorisation maximale en tenant compte de la complémentarité des filières existantes et à venir.

Conformément à l'article L.2224-14 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une collectivité peut prendre en charge les déchets d'activités économiques qui peuvent être collectés et traités dans les mêmes conditions que les ordures ménagères, sans sujétions techniques particulières eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, et sans risque pour les personnes et l'environnement. Ces déchets sont dit « *assimilés* ».

La loi n°92-646 du 13 juillet 1992 modifiée, codifiée à l'article L.2333-78 du CGCT, rend obligatoire pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui n'ont pas institué la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, l'instauration de la redevance spéciale pour les déchets non ménagers. Instituée par l'article 12 de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux pour le financement de l'élimination des déchets non ménagers, cette redevance s'applique aux établissements producteurs de déchets non ménagers dits « *assimilés* ».

Conformément à l'article L.2333-78 du CGCT, la redevance spéciale doit être calculée en fonction du service rendu et notamment de la quantité de déchets éliminés. Outre l'obligation réglementaire de l'instaurer, la redevance spéciale se justifie donc par son impact économique, puisqu'elle fait contribuer les établissements publics et les entreprises au financement du service d'élimination des déchets, à hauteur de leur production de déchets, et par son impact environnemental car elle vient en appui à une démarche pédagogique visant à inciter les établissements concernés à une gestion plus écologique de leurs déchets. Elle permet ainsi de ne pas faire supporter aux habitants le coût d'élimination des déchets non ménagers pris en charge par la collecte publique, qu'il s'agisse des déchets produits par les établissements publics, ou par les établissements privés commerciaux ou artisanaux, dont les quantités de déchets présentées à la collecte sont souvent beaucoup plus importantes que celles des ménages.

La redevance spéciale a été mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 2006 sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Près de 400 établissements sont aujourd'hui redevables pour un peu moins de 1 000 points de collecte. Elle a généré en 2022 plus de 4 M€ de recettes.

Les conditions et modalités d'exécution du service d'élimination des déchets non ménagers assimilables sont établies dans les Conditions Générales de Collecte des Déchets d'Activités Economiques Assimilables aux Déchets des Ménages dont un exemplaire est remis à chaque redevable et signé par ce dernier. Les producteurs bénéficiant du service public de gestion des déchets utilisent obligatoirement des bacs fournis par la Métropole. La présentation des bacs à la collecte publique vaut acceptation tacite des conditions de collecte et de la proposition tarifaire. Ceux qui souhaitent sortir de la collecte publique doivent préalablement restituer ces bacs à la Métropole. Toute sortie du service public de collecte est définitive.

Pour chaque producteur de déchets non ménagers faisant l'objet d'une collecte publique, la redevance est, en fonction du volume hebdomadaire mis à disposition de l'établissement, calculé comme étant le produit du volume total des bacs recensés à l'adresse concernée par la fréquence hebdomadaire de collecte. Un coefficient correspondant aux périodes effectives d'ouverture de l'établissement est appliqué afin de calculer, sur l'année, le volume hebdomadaire moyen.

Reprenant les dispositions réglementaires en vigueur, un seuil plancher fixé à 1 100 litres par semaine est appliqué afin de prendre en compte la prise en charge actuelle par les producteurs de déchets non ménagers d'une partie des coûts induits par l'élimination des déchets qu'ils produisent au titre du paiement de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM). Les établissements non-exonérés de TEOM produisant moins de 1 100 litres par semaine de déchets ne sont donc pas redevables et ceux produisant davantage seront facturés à partir du 1101<sup>ème</sup> litre hebdomadaire. Ce seuil ne s'applique pas aux établissements publics, lesquels ne s'acquittent pas de la TEOM. Le seuil de 1100 litres est aussi celui à partir duquel s'applique obligatoirement pour toutes les entreprises le décret dit « 5 flux ».

Au-delà de 10 000 litres par semaine, la collecte et le traitement des déchets non ménagers et des déchets d'activités économiques ne sont plus assurés par Montpellier Méditerranée Métropole.

Une proposition tarifaire annuelle, selon le barème fixé par le Conseil de Métropole, est adressée à chaque redevable. Afin d'ajuster au mieux les dotations en bacs, les redevables peuvent contacter l'unité « *redevance spéciale* » du service finances et commande publique du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau. Après une étude, y compris de terrain, ils recevront une proposition tarifaire rectificative. Cet échange est aussi l'occasion de sensibiliser les professionnels et administrations à une meilleure gestion des déchets, notamment afin de réduire et mieux trier leurs déchets produits.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'abroger la délibération n°12651 du 27 novembre 2014 ;
- De prendre acte de l'évolution du fonctionnement de la redevance spéciale auprès des producteurs de déchets non ménagers, telle que décrite ci-dessus ;
- D'adopter les nouvelles Conditions Générales de Collecte des Déchets d'Activités Économiques Assimilables aux Déchets des Ménages ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-225065-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONDITION GENERALE DE COLLECTE Modifiée 17022023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.